

La nation canadienne devra renoncer au superflu

Si les Canadiens n'épargnent pas et ne contribuent pas aux dépenses de guerre, il devront s'attendre à une hausse des prix et au rationnement — C'est ce que déclare le ministre des Finances, M. Ilsley, à midi, dans un message radiophoné

Windsor, Ont., 3 (G.P.) — Dans un discours transmis par *Radio-Canada* ce midi, relativement à la campagne d'épargne des services de guerre du pays, le ministre canadien des finances, M. Ilsley, a prévenu la population canadienne que, si elle dépensait les surplus de ses ressources et bénéfices pour des choses non essentielles, il pourrait en résulter une hausse des prix ou le rationnement. Voici la substance de l'allocution du grand argentier du Canada.

M. Ilsley a dit que nous entrons dans la période la plus critique de la guerre, et il insiste auprès de tous les Canadiens pour qu'ils participent à l'effort de guerre en s'astreignant à acheter régulièrement des certificats et timbres d'épargne de guerre.

Il faudra probablement trouver 300,000 ouvriers additionnels pour les industries de guerre et, pour cela, recourir au personnel des industries et métiers non essentiels à la guerre.

A moins, dit-il, qu'on ne puisse persuader la population de limiter ses dépenses, ou par exemple, de les ajourner et de prêter leur argent à la nation pour les besoins de guerre, il faudra s'attendre à une hausse de prix ou à un rationnement à mesure que la diminution de tels ou tels produits deviendra plus générale.

Tous peuvent contribuer à cette épargne, même les petits enfants. On peut acheter, chaque mois, jusqu'à concurrence de \$40 en certificats de guerre.

M. Ilsley dit que le gaspillage à un moment de crise nationale est insensé et de mauvais ton.

Le ministre fait ensuite allusion à ce qu'on pourrait appeler, dit-il, notre mentalité de guerre de mi-hiver. Cette mentalité peut se dépeindre ainsi: "Nous sommes trop confiants pour ce qui est de nos affaires extérieures et trop susceptibles pour ce qui est de nos affaires internes."

Jusqu'ici notre effort de guerre n'a pas été une tâche trop pénible.

Mais l'effort réel à faire vient juste de commencer. C'est seulement durant les derniers trois ou quatre mois que les dépenses de guerre ont été vraiment considérables. D'ordinaire elles doivent, de mois en mois, se maintenir au même niveau sinon augmenter.

Les dépenses de guerre seules sont établies récemment à environ \$1,000,000,000 par année, soit un total de plus de \$1,400,000,000 si on ajoute aux dépenses de guerre les autres dépenses ordinaires. C'est le double des dépenses comparativement à l'année fiscale terminée le 31 mars dernier. Ajoutons à cela quelque \$300,000,000 par année pour les opérations du gouvernement afin de faire rentrer au pays les valeurs canadiennes qui étaient en Grande-Bretagne et nous aurons un grand total de \$1,700,000,000.

Les revenus ont été cette année de moins de la moitié de ce qu'ils étaient normalement, ce qui a forcé le gouvernement d'emprunter de \$800,000,000 à \$900,000,000 par année.

Ces chiffres, qui illustrent nos besoins financiers, (qui ne peuvent qu'augmenter) démontrent de façon probante la nécessité urgente de mobiliser toutes les sources possibles de revenu.

Etant donné les besoins que je vous ai exposés, avons-nous trop escompté en fixant à \$10,000,000 par mois notre objectif dans cette campagne nationale d'épargne de guerre?

M. Ilsley a aussi déclaré que le Canada ne pourra continuer à produire pour les besoins des civils à l'allure actuelle. A moins, dit-il, que nous ne puissions en fin de compte augmenter notre production de guerre en réduisant notre production pour les civils, nous ne pourrions donner notre effort maximum et produirions moins que nos ennemis.

Les sacrifices que le gouvernement demande à la nation signifient une restriction temporaire dans notre train de vie ordinaire. Mais ce qui compte surtout pour le moment, c'est de gagner la guerre et de préserver notre liberté.